



**AUTORISATION DE SURVOL & DE DEPOSE
DANS LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES
ET LA RESERVE NATURELLE NATIONALE
DU NEOUVIELLE**

- autorisation numéro 2014 – 23 -

Pétitionnaire : EDF - DTG - centre hydrométéorologie Pyrénées Massif central
Adresse : EDF - DTG - centre hydrométéorologie Pyrénées Massif central - 62 bis, rue
Raymond IV - boîte postale 38503 - 31685 TOULOUSE CEDEX 6
Nature de la demande : survol & dépose de personnel,
Localisation : cœur du Parc National des Pyrénées et de la réserve naturelle nationale du
Néouvielle,
Dossier suivi au Parc National des Pyrénées par M. Yves HAURE - Secrétaire général du Parc
National des Pyrénées,
Dossier suivi à EDF - DTG par Monsieur William LABORDERE

Le Directeur de l'établissement public du Parc National des Pyrénées,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 331 19-2,

Vu l'arrêté du 20 mars 2012 portant application de l'article R 331-19-2 du code de
l'environnement (NOR : *DEVLI20758A*).

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de
la réglementation du parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de
l'environnement issues de la loi no 2006-436 du 14 avril 2006 (NOR : *DEVN0826308D*),

Vu le décret numéro 2012-1542 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du
Parc national des Pyrénées (NOR : *DEVLI234918D*),

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées, référence 2011158-11 en date du 8 juin
2011, portant délégation de signature à Monsieur Gilles PERRON, Directeur du Parc National
des Pyrénées, pour l'instruction et la délivrance des autorisations d'activités diverses dans la
réserve naturelle nationale du Néouvielle,

Vu la convention de partenariat passée entre l'établissement public du Parc National des
Pyrénées, le 15 décembre 2009, et EDF et notamment son article 3,

considérant que les activités décrites, dans la demande du pétitionnaire mentionné en supra,
sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

*La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le
Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être
contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.*

..I..

- article premier :

Dans le cadre des autorisations mentionnées aux articles sus mentionnés, Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées autorise EDF - DTG à organiser un héliportage et survol - dépose du et dans le cœur du Parc National des Pyrénées et la réserve naturelle nationale du Néouvielle dans les conditions suivantes :

- objet du survol et des déposes : réalisation de sondages sur les stations hydrométriques et nivométriques d'altitude
- société : SAF - pilote Jérôme DELHOMME – hélicoptère B3F - GNOG
- plan de vol :

Localisation	Type	Nature de l'intervention	Date et heure prévues	Durée prévue
Migouelou	NRC	Mesure	24 février 2014 matin	30 minutes
Pé det Mailh	Perche	Mesure	24 février 2014 matin	30 minutes
Camplong	Relais	Dépannage	24 février 2014 matin	1 heures
Troumouse	NRC	Mesure	24 février 2014 matin	30 minutes
Gloriettes	Hydro	Dépannage	24 février 2014 après midi	30 minutes
Barrada	NRC	Mesure	24 février 2014 après midi	30 minutes
Aubert	Perche	Mesure	24 février 2014 après midi	30 minutes

Les trajets seront effectués à haute altitude et dès le début de chaque rotation.

Les préconisations suivantes seront respectées :

- en vallée d'Aure (*Hautes-Pyrénées*), l'approche des ouvrages à contrôler se fera en aplomb vertical et non en "rase motte" afin de respecter les zones de quiétude de la faune sauvage. Cette consigne à pour objet de protéger le lagopède lapin, le grand tétras et l'isard, espèces présentes en hiver dans la réserve naturelle nationale du Néouvielle,
- en val d'Azun (*Hautes-Pyrénées*), le survol aller et retour se fera via la rive gauche orogénique de la vallée surtout au niveau du lac du Tech,
- dans toutes les vallées, pas de rase motte afin de respecter les zones de quiétude de la faune sauvage. Cette consigne a pour objet de préserver, notamment, des espèces comme le lagopède lapin, le grand tétras et l'isard.

Les déposes de personnel seront les plus courtes possibles.
Elles sont exceptionnellement autorisées par la présente.

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.

../..

- article deux :

La présente autorisation est délivrée pour le lundi 24 février et les destinations mentionnées en supra.

En cas d'impossibilité de réaliser le survol et les déposes à la date mentionnée en supra, en raison d'une météorologie défavorable, le pétitionnaire s'engage à prévenir le Parc National des Pyrénées de la date de report. Il pourra alors avoir lieu le mardi 25 février 2014.

- article trois :


Les personnels assermentés et commissionnés du Parc National des Pyrénées sont chargés de la vérification de l'application des prescriptions mentionnées en supra. La présente est délivrée sous réserve des autorisations utiles au titre de tout autre réglementation. Elle doit être présentée à toute demande d'un agent du Parc National des Pyrénées.

- article quatre :

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc National des Pyrénées disponible sur www.parc-pyrenees.com

Fait à Tarbes, le samedi 22 février 2014.

Gilles PERRON
Directeur du Parc National des Pyrénées



7y

Heuan

Parc National des Pyrénées - villa Fould - 2, rue du IV septembre - boîte postale 736 - 65017 TARBES CEDEX

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.